

Rappel : L'ASEOR a toujours travaillé avec un souci d'indépendance totale sur un plan politique. Elle ne reçoit aucune subvention de quelque organisme que ce soit.

SOMMAIRE

-Orcéens soyez vigilants et réagissez.

Orcéens soyez vigilants et réagissez

Si vous souhaitez préserver et conserver votre environnement, vous devez être très vigilants et vous intéresser aux différents projets annoncés par les uns et les autres. Dans nos précédents bulletins nous attirions votre attention d'une part sur l'Opération d'intérêt National (OIN) portant sur 49 communes dont la notre, le plateau de Saclay et Versailles, et d'autre part sur la révision du schéma directeur de l'Ile de France.

Depuis a été nommé un Secrétaire d'Etat, M. Christian Blanc, dont la mission initiale était le développement du « Grand Paris » devenue celui « de la Région Capitale ».

De son côté, le Conseil Régional a poursuivi la révision du schéma directeur qu'il a voté le 25 septembre 2008. Pour être opposable ce schéma, qui régit les développements de toute l'Ile de France dont celui de notre secteur doit faire l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat.

Pour l'aménagement de l'Ile de France, l'Etat est en opposition avec les élus de notre région. Les OIN lui permettent d'outrepasser les règles des schémas directeurs en matière d'urbanisme et d'imposer ses projets. Le projet de 150000 logements sur le plateau de Saclay semble abandonné, les actions de nos associations y ayant un peu contribué, mais pas l'opération d'urbanisation en y créant dans une première phase un grand campus universitaire avec des logements. Aucune concertation n'ayant eu lieu nous avons réussi à savoir qu'il a été décidé par M. Blanc et Madame Valérie Pécresse (Ministre de la recherche) de transférer sur le Plateau de Saclay l'ensemble de l'Université ce qui a de lourdes conséquences pour les villes d'Orsay et de Bures sur Yvette. L'argument présenté étant que construire un bâtiment neuf coûte moins cher que le rénover. Peut être cela est valable pour la partie bâtiment seul, mais si l'on y ajoute le coût des réseaux inexistants sur le plateau et des diverses infrastructures qui seront nécessaires cela revient beaucoup plus onéreux pour le contribuable qui par ses impôts finance l'Etat et les collectivités (CAPS et communes en particulier). Une fois de plus l'Etat nous abuse en ne prenant en compte qu'une partie du problème.

En même temps, alors que nous savons pas exactement ce que l'Etat va imposer, la CAPS (communauté d'agglomération du plateau de Saclay) révisé son projet de territoire pour la fin d'année et la commune d'Orsay débute son PLU (plan local d'urbanisme).

Que pouvons nous faire, surtout qu'il n'y a pour l'instant aucune concertation et information malgré les nombreuses directives et lois d'accès à l'information, le « Grenelle de l'environnement » ?

Cela ne doit pas nous faire reculer, nous devons nous mobiliser, réagir en dénonçant, chaque fois que cela sera possible et à tous les niveaux, cet abus d'autorité de l'Etat vis à vis des citoyens.